



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

développement

Question au Gouvernement n° 1127

Texte de la question

EMPLOI ET POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Christian Paul, pour le groupe socialiste.

M. Christian Paul. Oui, madame Girardin, j'en témoigne devant l'Assemblée nationale, l'affairisme et le clientélisme sont omniprésents en Polynésie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) La démocratie y est régulièrement bafouée par le pouvoir local, et le statut que vous avez fait voter ouvre la voie à des dérives scandaleuses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ma question s'adresse au Premier ministre. Monsieur le Premier ministre, il règne aujourd'hui dans notre pays une insécurité générale en matière d'emploi. Oui, pour les Français, le chômage est le premier et le principal résultat de votre gouvernement. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

A cela, il y a deux raisons. La première est la précarité, due aux transformations que vous faites subir au droit du travail - et, à cet égard, les réponses de M. Fillon ne nous rassurent pas. Votre gouvernement ne réforme pas le droit du travail : il le déforme, le mutile, le détruit. (*Mêmes mouvements.*) Et les actes de M. Fillon contredisent les discours qu'il tient devant l'Assemblée nationale.

La deuxième raison, c'est que votre gouvernement cautionne sans réserve les restructurations industrielles les plus sauvages. L'affaire Sanofi-Aventis le démontre : aujourd'hui, les OPA tiennent lieu de politique industrielle.

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. C'est honteux de dire des choses pareilles !

M. Christian Paul. Résultat : 12 000 emplois en danger.

Dans la Nièvre, nous assistons au démantèlement d'un fleuron de la métallurgie, sur le site d'Imphy, que M. Mer connaît bien. Là encore, l'Etat reste totalement sourd et silencieux. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Nicolas Forissier. N'importe quoi !

M. Christian Paul. Monsieur le Premier ministre, ma question est très directe. A quelle doctrine aveugle obéissez-vous ? (*Mêmes mouvements.*) Quelle théorie économique totalement coupée des réalités vous pousse à croire que la précarité du travail, rebaptisée « flexibilité », favoriserait la croissance et la lutte contre le chômage ?

On a vraiment l'impression, mes chers collègues, que le Gouvernement et le MEDEF vivent sur la planète Mars. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Quand allez-vous prendre au sérieux les chocs majeurs qui frappent l'industrie française ?

M. Lucien Degauchy. Et gna gna gna ! (*Rires.*)

M. le président. Monsieur Paul, veuillez poser votre question !

M. Christian Paul. En matière de sécurité, nous avons déjà l'Etat-spectacle avec M. Sarkozy. Nous avons désormais l'Etat-spectateur avec M. Fillon et Mme Fontaine. (*Exclamations prolongées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Monsieur Paul, posez votre question, s'il vous plaît !

M. Christian Paul. Je m'efforce de le faire, monsieur le président !

L'opposition vous demande d'organiser au Parlement, non pas en juin, non pas pour exaucer un quelconque voeu présidentiel,...

M. le président. Monsieur Paul, posez votre question !

M. Christian Paul. ... un vrai débat national sur l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Huées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Hollande. Non ! Raffarin ! Raffarin ! Le Premier ministre pourrait-il s'exprimer ?

Mme Martine David. Qui est Premier ministre ?

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le député, puisque vous parlez de la précarité, je vous rappelle que, en 1998, le nombre d'intérimaires avait augmenté de 23,3 % (« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - *Protestations sur les bancs du groupe socialiste*) et le nombre de CDD de 9,4 %, quand les CDI ne progressaient que de 3 %. En 2000, le nombre d'intérimaires augmentait de 25,4 %, les CDD de 6,7 %, quand les CDI n'augmentaient que de 1 %. (« Hou ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

En vérité, à l'occasion des élections régionales, vous avez lancé une campagne politique fondée sur un mensonge. Ainsi, j'ai entendu hier le premier secrétaire du parti socialiste déclarer froidement à la télévision que le rapport de M. de Virville prévoyait la fin du contrat à durée indéterminée. (*Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Non seulement c'est indigne d'un grand parti politique, mais c'est avec de telles méthodes que vous jetez les Français dans les bras de l'extrémisme. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Paul](#)

Circonscription : Nièvre (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1127

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 janvier 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 janvier 2004